

devraient soumettre des prix pour dix années à venir, et assigner pour chaque année le sujet de concurrence et de l'exhibition; ainsi prévenu chacun aura le temps de se préparer; et d'offrir des grands prix, par exemple: de donner au premier vainqueur £100, au second £75, au troisième £50, jusqu'à ce que les fonds de la société soient épuisés. Par exemple, le 1er juin 1848, à celui qui aura le plus beau mouton £100 etc.; le 1er juin 1849, à celui qui labourera le mieux un arpent de terre, £100, etc.: le 1er juin 1850, à celui qui aura le plus beau sucre, £100, etc. Par ce moyen, les compétiteurs seront de la dépense, des efforts et n'épargneront pas leurs peines pour obtenir le succès; car toutes leurs dépenses pourront être plus que remboursées et au lieu de deux ou trois concurrents il y en aura 50 ou 100, et de là des avantages immenses, incalculables mêmes. Si nous ne traitons pas plus amplement ce sujet, c'est que nous sommes persuadés d'être bien compris de tous et que chacun y trouvera des données suffisantes pour calculer l'importance de ce système que nous croyons être déjà mis en pratique dans la Nouvelle-Ecosse et avec des résultats très-heureux, ainsi que dans plusieurs États de l'Union Américaine.—(Gazette des Trois-Rivières.)



LA REVUE CANADIENNE.

MONTREAL, 29 AVRIL, 1847.

La Situation.

Pour celui qui regarde avec calme la situation de la province en ce moment et qui se rappelle les événements qui s'y sont succédés depuis trois ans, c'est un triste et désolant spectacle. Un régime de gouvernement salissant sans pudeur l'immoralité la plus honteuse; la corruption, la perfidie dirigeant les conseils du pays, l'opinion publique chaque jour outragée, les vœux et les besoins du peuple méprisés et négligés, le parlement impuissant, le parlement, la sentinelle avancée de nos droits et de nos libertés constitutionnelles, que M. Draper avec sa politique machéavelique voudrait tenir l'esclave et l'instrument de ses volontés arbitraires; d'un côté une majorité factice, menagère, créée ou saisi par quels moyens, et conservée par des moyens plus honteux encore, opprimant la vraie majorité populaire, de l'autre, un peuple inquiet, alarmé, attristé de l'audace de ses gouvernants; n'est-ce pas là la situation présente du Canada?

rin et Caron. L'administration a voulu faire croire que c'était l'œuvre des deux majorités qu'on faisait; ses organes le répètent à l'en- vie, tandis que M. Draper le répudie par ses actes. Joignez tout gouvernement, desit-il aux membres de l'opposition, à qui il s'adressait, et les Canadiens-Français auront ce qu'ils voudront, mais l'exemple de MM. Viger et Papineau, leur disait, «ils n'auront rien, vous serez sans influence, vous servirez d'instrument de division de vos compatriotes et de votre parti; c'est de la trahison que M. Draper veut de la trahison partout et toujours, pour garder sa place et celle de ses collègues, et pour placer ses amis. Personne n'en doute, M. Smith est nommé juge; M. Daly demeure, et on va compléter le ministère.

Demain, la Gazette Officielle, va sans doute contenir la liste des membres du cabinet. Pour l'honneur de notre nationalité, nous espérons qu'elle ne contiendra aucun nom canadien-français. La nomination annoncée de M. Badgley, nous donne à peu près l'espèce de gens, dont M. Draper va se servir; quand notre premier ministre ne peut avoir des hommes politiques à son service, il en prend étrangers à la politique, des hommes ambitieux, pour qui les intérêts du peuple et les principes ne sont rien; il leur promet une ample récompense, pour des services de quelques mois ou de quelques années, et le marché est fait. C'est ainsi qu'il a agi cette fois encore; il a vu que MM. Viger et Papineau ne lui apportaient aucune influence, ne pouvaient consolider son ministère chancelant, il a tenté de gagner MM. Morin et Caron, et ensuite Sir Allan McNab. Ces hommes étaient trop honorables, pour se prêter à sa politique fourbe et immorale, et repoussèrent avec dédain ses propositions. Alors il pensa à M. Badgley.

M. Badgley est maintenant juge de la cour de circuit et commissaire des banqueroutes; depuis à peu près dix ans ce monsieur engagé exclusivement dans l'exercice de sa profession et de ses devoirs de juge, est parfaitement étranger à la politique et par conséquent incapable d'y prendre de suite une part honorable à lui-même et utile au pays; il n'y a que l'ambition d'être fait juge du banc de la reine qui ait pu l'induire à accepter une place de procureur-général qu'il ne peut remplir. Si M. Badgley eut eu le moindre respect pour le peuple canadien et des principes politiques honorables, il n'aurait pas accepté cette place; mais M. Badgley n'est pas tout à fait sans passé politique; il en a un, quoiqu'éloigné de nous, bien odieux encore à la majorité des Bas-Canadiens. C'est peut-être ses prédictions d'antériorité qui l'ont fait accepter. M. Badgley était en 1834-5 et 6, l'âme des constitutionnels de Montréal, des Tories de la vieille école, outrés, fanatiques, et ennemis jurés du peuple du pays, de ces hommes politiques dont les principes et les actes ont été depuis tant de fois condamnés par les plus grands hommes d'état de l'Angleterre, enfin M. Badgley appartenait à ce parti qui a été la cause véritable des maux vécus de 1837.

Voilà l'homme que M. Draper place à ses côtés pour représenter le Bas-Canada dans le conseil, sans doute il lui associera quelque ancien collègue de 1837; nous ne rappellerons pas aujourd'hui les hauts faits, les crimes et les infamies des constitutionnels de 1831, la majorité de nos lecteurs s'en rappelle; qu'il nous suffise de dire que les principes de cette école n'ont plus que le mépris des hommes bien pensants de tous les partis et quoique fassent M. Draper, M. Badgley, M. Moffatt ou d'autres, on ne renoncera pas à les propager.

La tentative de nous gouverner par des gens qui veulent notre anéantissement politique et social, grâce au libéralisme de notre époque, ne peut qu'être une œuvre d'infamie. Elle ne saurait que resserrer les liens qui nous unissent, et comme peuple, et comme parti, nous tenir unis comme un faisceau, nous rallier comme un seul homme.

Cette tentative nous fait faire en ce moment

un appel à MM. Viger et Papineau; si ces messieurs ont encore du sang canadien-français dans les veines, ils ne peuvent soutenir un instant de plus le cabinet Draper. Nous les sommons au nom de nos compatriotes, au nom du pays, de nous dire la conduite qu'ils entendent suivre à la prochaine session? M. Papineau nous a souvent dit qu'il était prêt à résigner, c'est le temps de le faire; sans doute, il ne s'assoiera pas sur les mêmes banquettes ministérielles avec MM. Moffatt et Badgley? Mieux vaut tard que jamais. Il n'y a plus d'excuse pour eux; M. Papineau nous dira pas qu'il nous représente au ministère, et M. Viger ne joindra pas ouvertement le parti ultra-tory, ce serait trop.

Quant à l'avenir de ce nouveau cabinet, son sort est écrit d'avance; l'horizon est couvert de sombres nuages qui le menacent déjà des tempêtes qui vont suivre; la discorde règne parmi les partisans même de ce nouveau cabinet; la défiance, l'inquiétude est répandue parmi les membres de ce parti, qui compte dans ses rangs une foule de gens honorables, à qui les fourberies de M. Draper ne vont pas du tout. Ces gens sont fatigués du système à un tel point, qu'ils préféreraient main forte pour la renverser d'un moment à l'autre. En ouvrant la Chambre, le 2 juin; M. Draper et ses collègues ont bien des comptes à rendre de tout ce qui s'est passé dans la vacance. Ils feront pauvre mine devant le pays, et devant ceux mêmes sur qui ils comptent le plus et qui les méprisent, car la moitié des partisans du parti Draper, ont pour lui, ses collègues et leur politique, le plus souverain mépris. Pour prouver ce que nous avançons, nous prendrons entre mille, l'extrait suivant d'un journal tory du Haut-Canada, qui contient de dures vérités à l'adresse de M. Draper. Le Spectateur d'Hamilton, où réside Sir Allan McNab, a souvent exprimé les opinions de l'opérateur, et les exprime probablement encore en cette circonstance.

«Les négociations sont terminées; et quoique nous devons nous réjouir qu'elles n'aient eu aucun succès, nous devons être mortifiés que quelque chose de si humiliant soit arrivé au gouvernement de lord Elgin. La manière dont on s'est servi du nom de Son Excellence est la partie la plus honteuse de l'affaire.

«Les conséquences sous un point de vue politique sont infiniment plus importantes qu'elles ne paraissent au premier coup-d'œil. Un cabinet conservateur a évidemment résolu de sacrifier le parti conservateur. Le fait est certain. Le ministère a trahi la confiance que ses partisans lui ont faite. Si les négociations avaient réussi, M. Draper nous abandonnait à notre sort, gardait sa place et se moquait de ceux à qui il doit son existence politique.

«Au lieu de blâmer les chefs Bas-Canadiens, comme parti, nous devons tout à leur juste orgueil et à leur indépendance; au lieu de les attaquer pour leur entêtement, nous devons admirer ce haut sentiment d'honneur qui contraste si noblement avec les vues mesquines et égoïstes de nos propres chefs. Nous triomphons par la victoire de nos adversaires; la défaite est à ceux qui ont sacrifié les principes pour l'intérêt. Puis-je nous nous réjouissons du non-succès des négociations, nous devrions au moins donner crédit aux canadiens-français, pour de la constance qui manque complètement chez nous. Tout satisfait que nous puissions être de ce dénouement, un moment de réflexion doit nous en faire trouver la cause. Suivant et par aucun principe de justice, pouvons nous accuser les canadiens d'être un obstacle au gouvernement, quand ce gouvernement manifeste le désir de sacrifier tous les principes pour garder ses places.»

L'ÉMIGRATION.—L'émigration est un des sujets les plus dignes d'attirer en ce moment l'attention publique. Dans quelques semaines le pays sera inondé d'Irlandais effrayés et nécessiteux, et l'on sait la grande exportation faite cette

année de nos produits, exportation qui va continuer aussitôt l'ouverture de la navigation; les subsistances sont déjà rendues ici, des prix très élevés, et ce n'est pas seulement la fleur et les viandes qui ont doublé de prix; les grains inférieurs ont plus ou moins augmenté, et les patates qui se vendaient il n'y a pas longtemps 2s à 2s 6d la poche, se vendent maintenant 5s à 5s 6d. Dans le Haut-Canada, la récolte des patates a manqué complètement. Sous ces circonstances n'avons nous pas à craindre de voir la disette répandue parmi nous, avant la moisson de 1847? Il y a là de quoi faire réfléchir, et malheureusement nous ne voyons pas de remèdes au mal; le parlement provincial ne se réunissant qu'en juin, il sera trop tard pour cette année, l'émigration ayant lieu de bonne heure.

C'est probablement avec la connaissance des dangers qui menacent les colonies, que le Gouvernement Impérial n'ose pas encourager activement l'émigration, et l'aider par des moyens directs. Lord John Russell, répondant récemment à une question à lui posée par M. O'Brien, le membre de Limerick, disait que le Gouvernement après beaucoup de réflexions, ne croit pas devoir entreprendre de payer le passage des Émigrants, de l'empire aux colonies. Que l'honorable membre devait savoir, que lorsqu'un grand nombre de ces Émigrants arrivent en Canada, et qu'il n'y a pas d'ouvrage pour eux, il remplissent les rues de Québec et de Montréal de pauvres, et non seulement sont exposés à avoir beaucoup de misère, mais tendent à créer dans les colonies, un sentiment antipathique et opposé à l'émigration. C'est pourquoi, ajoute le noble lord, on a cru devoir laisser l'émigration aux dispositions volontaires des gens, qui ne doivent dépendre que des informations qu'ils peuvent recevoir de ceux qui les précèdent, et des moyens et ressources que peuvent leur procurer les propriétaires irlandais et les paroisses; c'était très honorable pour eux qui ont déjà émigré aux États-Unis, de pouvoir dire qu'ils avaient déjà transmis £600,000 pour faciliter l'émigration de leurs amis et parents. Le succès qu'a rencontré le système volontaire d'émigration est la raison pour laquelle le gouvernement ne veut pas fournir des fonds pour l'encourager. Quant à la taxe de l'émigration, elle n'est pas un obstacle, mais plutôt un bien pour l'émigrant; autrefois arrivant en Canada pauvre et sans ressources, il errait dans les rues de Québec et de Montréal; obligé de mendier, ne pouvant se rendre en Haut-Canada où il pouvait trouver de l'ouvrage. Aujourd'hui avec la taxe de l'émigration, qui n'est que de cinq chellings par tête, l'émigrant en arrivant dans les colonies, s'il est malade on en prend soin dans un hôpital, ou quand ils sont prêts à monter plus loin, on les aide à s'y rendre. La conséquence est que les rapports des agents de l'émigration sont très satisfaisants. Le nombre de personnes qui ont émigré l'année dernière est comme suit; à l'Amérique du nord 125,678, à l'Australie 2,347 et ailleurs 1,826, formant un total de 130,951; et la somme assistance qui a été donnée par le gouvernement a été donnée pour aider la taxe de l'émigration à faire rendre les émigrants de Québec et d'autres places, dans l'intérieur du pays. Le montant ainsi fourni s'est élevé à £5,000, et une somme pareille sera demandée cette année au parlement.

Lord John Russell termina ces remarques en disant qu'il était fermement d'opinion que si le gouvernement metait un stimulus artificiel au grand désir qu'on avait déjà d'émigrer d'Irlande, il y aurait de grands risques d'interferer les colonies, de gens qui seraient incapables de trouver la subsistance. A New-York, l'émigration a déjà été si considérable qu'on a pensé à l'arrêter par une taxe.

Nous voyons encore dans certains papiers concernant l'émigration dans les provinces de l'Amérique du nord, publiés par ordre de la Chambre des Communes, qu'une dépêche de lord Grey à lord Elgin, datée le 31 décembre 1846, offrant de payer avec des fonds anglais pour aider ceux

qui bâtonnent des villages pour les émigrants, a été contremandée et que par une dépêche subéquente, en date du 29 janvier dernier, les secours aux émigrants consistant à les faire rendre de place en place où il y a probabilité qu'ils trouveront de l'ouvrage. Lord Grey exprime «son approbation entière» de la manière dont MM. Buchanan et Hawke ont rempli leurs fonctions ces années dernières. Dans une autre dépêche à Sir Wm. M. G. Colbrooke, en date du 20 janvier, lord Grey approuve la suggestion de permettre que des terres de la couronne soient vendues à crédit aux émigrants pour être payées par des travaux sur les chemins publics.

Il est facile de voir par ce que dessus les intentions du gouvernement anglais concernant l'émigration; la laisser à elle-même et l'aider seulement par des moyens indirects, telle semble être sa pensée.

Pour nous habitants des colonies qui sommes plus intéressés que l'Angleterre, le sujet mérite notre sérieuse attention, et devra occuper celle de nos législateurs dans la prochaine session; il faudra nécessairement adopter quelque grand projet pour aider l'établissement des émigrants en Canada, ou leur fermer nos ports entièrement. Nous croyons qu'il faudrait établir un bureau d'émigration comme le suggérait, il y a quelques jours un correspondant de la Gazette de Montréal, composé d'hommes intelligents et pratiques, qui auraient le pouvoir d'établir les nouveaux venus sur les terres de la couronne et former des townships. Dans ce but il faudrait placer des fonds de la province entre les mains du bureau de l'émigration, sous les restrictions convenables, afin de couper des routes à travers ces townships, et par là augmenter la valeur des terres; les plus à l'aise achèteraient les meilleures terres et les pauvres les aidement à les défricher en attendant qu'ils pussent en acheter à leur tour; ils travailleraient encore à ces routes publiques et par là pourraient payer quelque installment du prix de vente.

LE CANADIEN ET NOTRE NATIONALITÉ.

Existe-t-il un parti Canadien-Français? Voilà la question qui fait le sujet d'un long article du Canadien du 12 du courant, dans lequel les organes français de l'opposition la Minerve, le Journal de Québec et la Revue Canadienne sont vivement attaqués; sans doute c'est d'un parti politique dont le Canadien a voulu parler et à ce point de vue, nous croyons qu'il est dans l'erreur et que ses récriminations sont aussi fausses qu'injustifiables. En effet, nous prétendons qu'il n'existe pas de parti politique canadien-français en ce pays à l'heure qu'il est. Il n'y a que deux partis politiques en Canada, le parti libéral et réformiste formant l'opposition parlementaire et le parti tory, conservateur ou constitutionnel comme on voudra bien l'appeler. Il est bien vrai que dans le sein de ces partis il peut y avoir des intérêts divers et propres à une section ou une partie de ceux qui les composent, des intérêts sociaux, des intérêts locaux, mais toujours est-il qu'il n'existe que ces deux partis politiques.

Le Canadien veut tromper l'opinion publique sur le compte des journaux libéraux, mais il ne réussira pas plus cette fois, qu'en toute autre circonstance. Le bon sens du peuple saura faire justice de ses attaques. «Nous sommes accusés de travailler à détruire la nationalité canadienne-française en ce pays, et d'être prêt à sacrifier à nos alliés politiques tout ce qui constitue cette nationalité.» Nous retournerons l'accusation contre le Canadien. Voyons quel est le coupable.

En nous faisant l'organe du parti libéral, composé de gens de toutes origines, nous n'avons jamais oublié que nous étions plus particulièrement l'organe de la population française, la plus importante section de ce parti. Le Canadien en insinuant que nous trouvons odieuse la devise

achevaient la soirée. C'était ce que l'empereur appelait plaisamment le dessert.

—L'après midi, disait-il, à changer d'aliment. La diversité dans la lecture plaît à l'imagination, comme la diversité des accords plaît à l'oreille. Et puis, ajoutait-il en élargissant de l'aile, et en regardant mesdames Bertrand et Montholon, nous pourrions bien, à la rigueur, nous autres hommes, nous contenter de la lecture des historiens, des philosophes et des moralistes; mais les dames ne s'accoutument pas aisément à cette manne intellectuelle, et elles se lasseraient bien vite d'histoire, de philosophie et de morale, qu'elles n'aient guère dans les livres. D'ailleurs, je dois déclarer que je suis moi-même un peu femme sur ce point: je professe un très grand respect pour les livres de morale, et surtout d'histoire, mais j'aime par dessus tout la poésie et les grandes pensées qui surgissent dans les beaux vers. Étant officier d'artillerie, je m'amourachai des poésies d'Ossian, et MacPherson me paraissait le plus grand poète des temps modernes, car c'est lui qui avait colligé, ou peut-être mieux inventé cette rude poésie qui ne passionnait à vingt ans, et qui aurait fait de moi un martyr dans l'occasion. On dit qu'Alexandre le Macédonien avait constamment sous son chevet un exemplaire de l'Illiade, qu'il lisait et relisait sans cesse; que César portait toujours sur lui un exemplaire de Pédre, et que Charlemagne ne voyageait jamais sans avoir sous la main la Cité de Dieu de Saint-Augustin. Je puis dire, moi, qu'il fut un temps où Ossian ne quittait jamais les poches de mon habit; j'étais alors, je n'étais ni général, ni consul, ni Empereur; je ne voyageais pas; j'étais tout honnêtement lieutenant d'artillerie, et j'habitais la ville de Valence en Dauphiné.

Mon goût pour Ossian, poursuivait Napoléon, se perdit en Égypte. C'est là la terre classique des contes, des prodiges et des merveilles. L'imagination arabe ne s'est pas contentée d'inventer des religions, elle a tout embelli, tout transformé en perles, en parfums et en fleurs. Au Caire, j'ai pris plaisir plus d'une fois à m'entretenir avec des poètes égyptiens. Je croyais, après avoir lu les Contes arabes de M. Galland, qu'il n'y avait plus rien à dire sur la matière; je me trompais: l'esprit des Arabes est comme le miel, il déborde sur toutes les terres incultes et les fécondes. Mes poètes du Caire me faisaient, sur les aventures les plus grossières et les moins romanesques des soldats de mon armée, des contes très jolis, très spirituels, qui m'intéressaient vivement. La richesse de la broderie absorbait la vulgarité du sujet, et j'étais tout surpris de trouver, dans le récit des amours d'une vivandière et d'un tambour, par exemple les palais de porphyre, les nains difformes, les meubles d'ivoire, les colliers de perles, les amées voluptueuses et les fleurs enchantées qui fluttent si délicieusement les sens et l'esprit dans le conventionnel bavardage de la sultane Scherazade. Mais à tout prendre, dit Napoléon en terminant, ces aventures de soldats européens arrangées à la mode arabe étaient des coupes de fayence qu'on doublait d'or et que l'on incrustait de diamans.

Un soir, que le grand-marchal avait lu, d'après le désir exprimé par Napoléon, quelques fragments du Dictionnaire historique de Bayle, et plusieurs pages du fameux ouvrage du père Mallebranche sur la découverte de la vérité, l'Empereur, qui avait été vivement impressionné par la haute philosophie de Bayle, et par l'élegante et riche imagination du père Mallebranche, qui, selon Locke: «avait habillé la raison avec les fleurs de la poésie.» L'Empereur, disons-nous, s'écia, après que le lecteur eut cessé de parler: Bayle, en philosophie, et Mallebranche en métaphysique, sont les premiers philosophes des temps modernes. Locke, Spinoza et Leibnitz lui-même dont Voltaire a chanté si hautement les

louanges au détriment des philosophes français, ne sont pas comparables à ces deux hommes, non-seulement par la clarté des raisonnements, mais encore par la forme et le nerveu du style. Bayle a rendu un immense service à l'histoire en la débarrassant de ces formes de convention qui tendent à dénaturer les faits et à obscurcir les événements. Bayle a appris à douter, et le scepticisme, est une vertu en histoire et en philosophie. Mallebranche, de son côté, a réhabilité Descartes dont le mérite est incontestable, dans quelques parties de sa philosophie, à également bien mérité de la postérité. Souvent aussi le bon orateur paye aussi un trop large tribut à son système, et son imagination l'entraîne trop loin; mais que ne doit-on pas pardonner à faveur de ce style, toujours chargé d'images nobles, gracieuses ou pittoresques, qui masquent avec tant d'à-propos l'aridité des matières purement métaphysiques! Dans mon opinion, et il a long-temps que je me la suis faite, Bayle et Mallebranche doivent être mis au premier rang des écrivains français et des idéologues.

A ce mot d'idéologue, le grand-marchal prit la parole et, en souriant, fit observer à Napoléon qu'au temps de sa puissance il avait félicité cette dénomination d'idéologue.

—Entendons-nous, répondit vivement Napoléon, l'idéologie tant qu'elle ne se mêle que de faits spéculatifs, est bonne, utile même; car l'âme, les passions, ces parties intangibles de l'homme, sont naturellement de son domaine. Mais lorsque l'idéologie, répudiant ses tendances, s'avise de se fourrer dans la politique et dans le gouvernement, alors elle ne fait plus que des sottises. Autre chose est de bien connaître les attributions de l'esprit ou de savoir conduire les hommes.

L'idéologie proprement dite et comme je veux la définir, ne connaît que des théories sans application et se trouve, par le seul fait de son ig-

norance, à mille lieues des vérités pratiques du gouvernement. C'est un aveugle né qui veut diriger une troupe de clairvoyants; autant vaudrait, pour les nations, être conduites par un aveugle véritable que par un idéologue car tôt ou tard l'aveugle se cassera le cou et laissera la place à un plus clairvoyant, tandis que les idéologues purs tiennent bon et se relèvent après chaque chute, plus décidés que jamais à se cramponner au pouvoir. Et voyez, s'il vous plaît, où ces pauvres aveugles veulent mener l'Angleterre et l'Europe; par l'inconcevable entêtement à un principe poussé jusque dans ses dernières conséquences, ils veulent abolir l'esclavage dans les colonies anglaises. L'humanité, l'égalité, voilà leur mot d'ordre et de ralliement. Et bien!... ils réussiront, car ils crient le plus haut et le plus fort; mais qu'en résultera-t-il? Chaque colonie anglaise sera traitée par les noirs comme Saint-Domingue... La race blanche sera massacrée par la race noire; le fer, la flamme seront employés par les nègres, grâce à ces idéologues, pour arriver au plus vite à cette émancipation que de sages dispositions auraient pu leur donner plus tard sans commotions et sans secousse. Je sais bien qu'il entre dans la politique de l'Angleterre de compromettre ses colonies, pour ruiner plus sûrement celles des nations rivales; elle se rend borge volontiers pour pouvoir crever les yeux de ses victimes; mais ce qu'il y a de plus affreux dans tout ceci, c'est que les idéologues français ne voudront pas voir le piège tendu par l'Angleterre et clabauder de la meilleure foi du monde pour faire gagner la partie à notre perfide ennemie. Ainsi la France devra à ses idéologues, siro les malheurs incalculables de sa longue révolution, la ruine de sa marine, de ses intérêts commerciaux et de ses colonies. Tout le temps que j'ai été au pouvoir, j'ai mis bon ordre à l'ignorance de langue de ces malheureux songe-

reux, qui criaient alors à la tyrannie et au despotisme! Aujourd'hui ils peuvent, tout à leur aise, prêcher leurs dangereuses maximes et agrandir le cercle de leurs prosélytes parmi les niais, qui ne laissent jamais de se laisser prendre aux appâts d'une idée nouvelle. La France un jour me saura gré d'avoir éloigné constamment ces broillons des affaires publiques, et soupirera après la fermeté salutaire de mon gouvernement, mais il ne sera plus temps: les idéologues se seront accrus au pouvoir et tous les desastres viendront fondre sur notre noble et généreuse patrie. (A continuer.)

LE GREAT-BRITAIN.—Une assemblée des propriétaires du Great-Britain a eu lieu le mois dernier à Bristol. La réunion a duré trois jours et a été des plus orageuses. On a vivement reproché aux directeurs de n'avoir assuré que pour 17,000 liv. sterl. un navire qui en avait coûté près de 140,000; on les a aussi blâmés d'avoir rendu le prix du passage aux passagers qui se trouvaient à bord au moment du sinistre; enfin, on les a accusés de n'avoir pas pris des mesures assez immédiates et assez efficaces pour remettre le steamer à flot. Les directeurs, dont le tort le plus réel dans tout cela était l'insuccès et la perte de l'entreprise, ont répondu de leur mieux à ces récriminations. Le Great-Britain, ont-ils dit, avait été assuré pour cinquante mille livres à ses deux précédents voyages, et l'on avait vainement cherché à renouveler cette assurance. En définitive, le résultat de la réunion paraît avoir été la dissolution de la compagnie et la vente de tout son matériel.